

NOUVELLES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Dalton McGuinty a promis une réglementation garantissant des normes minimales de soins dans les établissements de soins de longue durée pour nos personnes âgées et frères. Le 16 juin, le ministre de la Santé a présenté le rapport Sharkey, qui ne recommande aucune norme minimale de soins.



Les Libéraux rompent une promesse

Aucune norme pour les soins de longue durée

Le ministre de la Santé de l'Ontario qui, cette semaine, n'a pas introduit de norme minimale de soins directs réglementée lorsqu'il a rendu public un autre rapport sur les conditions et les niveaux de soins dans les établissements de soins de longue durée, a encore une fois laissé tomber les personnes âgées de l'Ontario vivant dans des foyers de soins de longue durée, leurs familles et le personnel de première ligne.

« Les personnes âgées vivant dans des foyers, dont la moyenne d'âge est de 82 ans, n'ont pas le temps d'attendre que le ministre prenne la bonne décision. Introduire une norme de soins directs de 3,5 heures avec le rapport était une occasion en or d'améliorer les niveaux de soins et la qualité de vie de 75 000 résidentes et résidents des foyers de soins infirmiers, et il a manqué sa chance », de dire

Candace Rennick, 2^e vice-présidente du SCFP-Ontario et travailleuse des soins de longue durée.

M. Smitherman fait abstraction d'années de demandes de la part des membres des familles, du personnel ainsi que des résidentes et résidents pour une norme minimale de soins afin d'assurer une meilleure responsabilisation et des améliorations à la qualité des soins dans ces établissements.

Bien que M. Smitherman ait admis qu'une norme minimale de soins est faisable aujourd'hui, et qu'elle pourrait être introduite par le biais d'un règlement, il choisit plutôt de prendre une autre approche et, ce faisant, il rompt un engagement pris par le premier ministre d'établir une norme de soins.

Le rapport se concentre sur l'établissement de directives et de

plans pour accroître la capacité de dotation en personnel du secteur sur une période de quatre ans. Bien que le rapport reconnaisse qu'un plus grand nombre de membres du personnel direct est nécessaire, l'approche progressive qui intéresse le ministre est un rejet total des normes et applications provinciales qui présument que les foyers de soins infirmiers travailleront en coopération d'eux-mêmes pour en arriver à de meilleurs soins.

Mais le SCFP-Ontario croit que le gouvernement est responsable des conditions dans nos foyers de soins infirmiers. Avec nos alliés syndicaux et nos partenaires de la collectivité, le SCFP continuera de lutter pour une norme minimale de soins réglementée et nous maintiendrons la pression jusqu'à ce que nous obtenions 3,5 heures.

Réunions régionales sur les soins de santé : juillet

Les grandes campagnes ont besoin de votre aide

Ville et date	Lieu de la réunion
Kingston, le lundi 7 juillet 2008 De 10 h 00 à 14 h 00	Salle de conférence de la section locale 109, 26, rue James, Kingston (Ontario)
Toronto, le mardi 8 juillet 2008 De 10 h 00 à 14 h 00	Marriott By Courtyard 475, rue Yonge, Toronto (Ontario)
Windsor, le mercredi 9 juillet 2008 De 10 h 00 à 14 h 00	Roseland Golf and Curling Club 455, promenade Kennedy Ouest , Windsor (Ontario)
Sudbury, le jeudi 10 juillet 2008 De 10 h 00 à 14 h 00	Quality Inn 390, rue Elgin, Sudbury (Ontario)
Dryden, le vendredi 11 juillet 2008 De 10 h 00 à 14 h 00	Best Western 349, rue Government, Dryden (Ontario)

On fait appel aux travailleuses et travailleurs des soins de santé du SCFP-Ontario pour une rencontre en juillet (voir l'horaire ci-dessus) afin d'intensifier nos campagnes dans les soins à domicile, les hôpitaux et les soins de longue durée. On demande instamment à toutes les sections locales d'assister à ces réunions.

Soins à domicile

Le SCFP-Ontario a exhorté le gouvernement provincial de mettre fin au système d'appel d'offres qui entraîne les salaires des travailleuses et travailleurs des soins à domicile vers le bas et nuit aux personnes qui reçoivent ces services.

En décembre 2007, le gouvernement libéral a annoncé un arrêt temporaire du système d'appel d'offres. À la fin août, les Libéraux annonceront probablement que le système d'appel d'offres restera en place; ceci fait partie de leur plan de transférer les soins aux personnes âgées dans les domiciles et les services hospitaliers dans la collectivité.

Hôpitaux

Des luttes contre les coupures dans les services hospitaliers ont lieu partout en Ontario alors que les budgets des hôpitaux ont augmenté à une vitesse moindre que le taux d'inflation.

Des luttes contre les projets de restructuration comme les laboratoires dans l'Est de l'Ontario sont également en cours.

La restructuration entreprise par les RLISS accentue le rythme et menace la sécurité d'emploi de nos membres.

Soins de longue durée

Il y a eu plusieurs années de campagnes par les sections locales des soins de longue durée afin de forcer la province à réintroduire des normes de soins qui ont été coupées par le gouvernement Harris. Lors des élections provinciales de 2007, Dalton McGuinty a promis qu'il ramènerait une norme minimale de soins. Mais le 16 juin, le ministre de la Santé et des Soins de longue durée George Smitherman n'a annoncé aucune norme de soins réglementée.

Gauche : Patricia Pitt Anderson, leader des soins à domicile, parle aux médias dans le cadre de notre campagne de mai pour mettre fin aux appels d'offres.

Droite : Brian Davis et Betty Flood, section locale 4375, à Queen's Park, annoncent une manifestation, le 23 juin, au Rouge Valley Centenary Hospital de Scarborough, afin de protester contre 220 coupures d'emplois.

